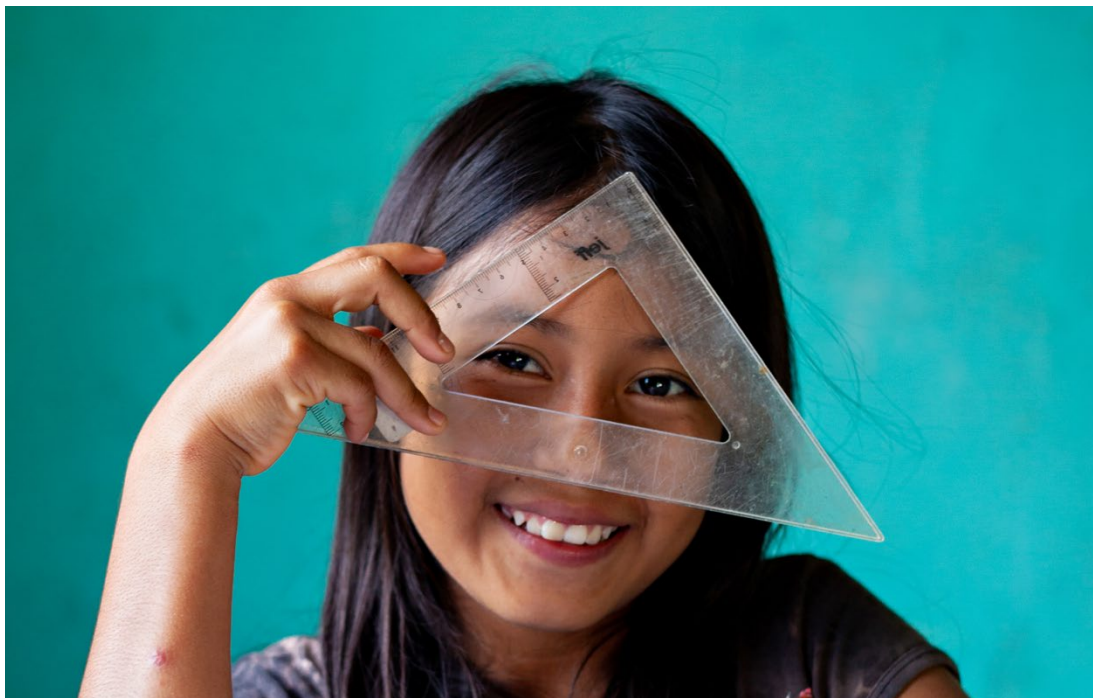


Cadre pour la Collaboration dans la Coordination PE-ESU





Remerciements

Ce cadre et le package de collaboration PE-ESU qui l'accompagne ont été élaborés par MacKenzie Monserez et Aurelie Peter Contesse sous la direction des coordinateurs du Cluster Éducation Global et du Domaine de Responsabilité pour la Protection de l'Enfance, à savoir Michael Copland (UNICEF), Maria Agnese Giordano (UNICEF) et Anthony Nolan (Save the Children) et Petra Heusser (UNICEF).

Nous remercions les agences et les clusters/groupes de travail nationaux qui ont apporté un appui technique à la rédaction de ce document en participant aux Entretiens avec un informateur-clé (EIC), notamment INTERRSOS, Relief International, Save the Children, Terre des Hommes, UNICEF, World Vision et les coordinateurs des clusters/groupes de travail en matière d'éducation et de protection de l'enfance en Afghanistan, au Bangladesh (Cox's Bazaar), en Éthiopie, en Libye, au Myanmar, au Nigeria, au Pakistan, en Palestine, en Somalie, au Sud-Soudan, en Syrie et en Ukraine. Nos remerciements vont particulièrement à l'endroit de nos collègues en Irak et au Mozambique qui ont facilité les déploiements et les consultations dans leurs pays. Nous remercions également toutes les équipes du Cluster Éducation Global et du Domaine de Responsabilité pour la Protection de l'Enfance ainsi que l'Équipe d'intervention rapide (RRT) pour leurs appuis techniques.

Nous remercions tout particulièrement le Groupe Consultatif Stratégique pour sa contributions et ses observations : Audrey Bollier (L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire), Mark Chapple (L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire et Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence), Susanna Davies (Save the Children), Melesse Delelegn (Save the Children), Beth Drevlow (USAID OFDA), Marco Grazia (World Vision), Marian Hodgkin (Save the Children), Alison Joyner (Plan International), Jumma Khan (UNICEF), Joan Kipwola (UNICEF), Daniel Machuor Arok (CINA, South Sudan), Kate Moriarty (Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence), Roy Moussalli (SSSD Syria), Anita Queirazza (Plan International), Bashir Said (Save the Children), Shadi Rizk (SSSD Syria).

Ce travail a été rendu possible grâce à l'appui financier du ministère norvégien des affaires étrangères (NMFA) et de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC).

Contents

Introduction	3
Pourquoi le cadre de la collaboration pe-esu ?	3
À qui servirait ce cadre ?	3
Comment utiliser ce cadre ?	3
Que contient chaque chapitre ?	4
Comment puis-je obtenir du soutien	4
Aperçu du processus de collaboration	5
Étape 1 Évaluation, identification et analyse des besoins	7
Étape 2 Planification stratégique de la réponse	10
Étape 3 Mobilisation des ressources	13
Étape 4 Mise en œuvre et suivi conjoints, et évaluation de la collaboration	16

Introduction

Les services d'éducation et de protection de l'enfance jouent des rôles importants et complémentaires dans la réponse aux besoins des enfants en matière de survie, de développement 'Centralité de la Protection', les approches intersectorielles reflètent les besoins interconnectés des enfants et soulignent clairement notre responsabilité collective de protéger les enfants.

Pourquoi le cadre de la collaboration PE-ESU ?

La Réunion Annuelle du Cluster Éducation Global 2019 s'est focalisée sur le rôle protecteur de l'éducation en situation d'urgence et les implications d'un processus de coordination (voir [Framing Paper](#)). Plusieurs recommandations fermes ont été prises à l'issue de cette réunion ; le Cluster Éducation Global ainsi que le Domaine de Responsabilité pour la Protection de l'Enfance se sont engagés à collaborer pour renforcer la coordination intersectorielle entre les interventions humanitaires en éducation et en protection de l'enfance (voir [Meeting Report](#)).

L'objectif de ce Cadre est d'appuyer la collaboration prévisible et cohérente des équipes de coordination de l'éducation et de la protection de l'enfance (PE) durant le Cycle de programme humanitaire (HPC). Le secteur de la protection de l'enfance et celui de l'éducation collaborent déjà de manière étroite. Par conséquent, en réfléchissant et en systématisant cette collaboration tout au long des principales étapes du HPC, les groupes de coordination peuvent faciliter la mise en place d'approches intégrées et, ensemble, améliorer la qualité, la couverture et la responsabilisation en matière de réponse humanitaire, et toucher davantage d'enfants en détresse.

À qui servirait ce cadre ?

Ce cadre est destiné aux équipes de coordination de l'éducation et de la protection de l'enfance (coordinateurs et gestionnaires d'information). Les membres du Groupe Consultatif Stratégique (SAG) doivent également connaître ce cadre car ils sont des acteurs clés dans sa mise en œuvre. Enfin, les membres du cluster / secteur peuvent aussi se référer à ce cadre pour comprendre le processus de coordination intersectorielle.

Comment utiliser ce cadre ?

Ce cadre favorise la collaboration à toutes les étapes du HPC, y compris l'évaluation et l'analyse des besoins, la planification, le ciblage et les coûts, la mise en œuvre et le contrôle (Figure 1).

Reconnaissant que les coordinateurs sectoriels et les gestionnaires d'information investissent déjà considérablement de temps et d'énergie dans la collaboration intersectorielle aussi bien formelle qu'informelle, ce cadre vise à vous soutenir et vous encourager à prendre une décision réfléchie sur le niveau de collaboration possible à chaque étape du HPC. Bien que des actions supplémentaires visant à renforcer la collaboration pourraient nécessiter un investissement initial de temps, la collaboration peut être bénéfique pour les coordinateurs (économiser du temps et des ressources à long terme), faciliter nos interventions sectorielles et accroître notre impact sur les enfants affectés par les situations d'urgence et les crises.

Le Cadre doit être lu avec les Standards minimums de l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire (L'Alliance) et du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), notamment le [Standard 23](#) et l'[introduction au Pilier 4](#): Standards pour une collaboration accrue entre les différents secteurs. Les étapes décrites dans ce cadre de collaboration sont conformes aux Standards minimums des secteurs et se renforcent mutuellement.

Figure 1
Collaboration PE-ESU au long du HPC
Source: Auteurs



Que contient chaque chapitre ?

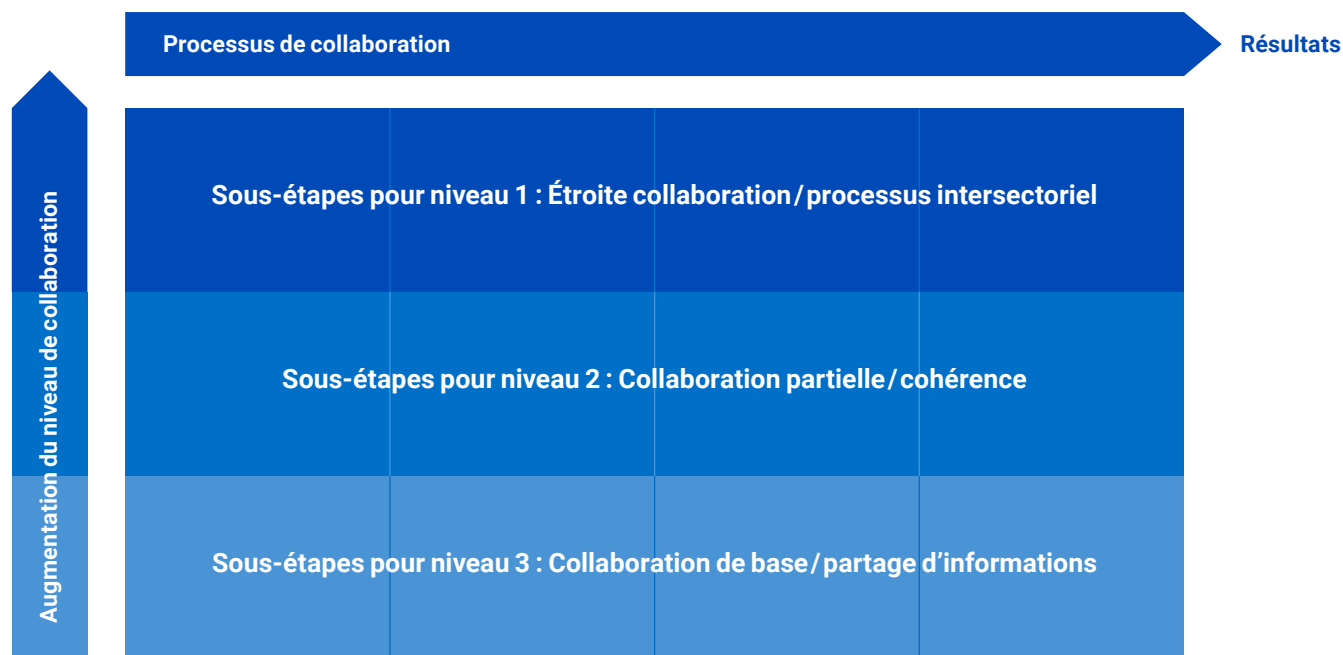
Chaque chapitre correspond à une étape du HPC et tous les chapitres sont présentés suivant le plan ci-après :

- 1 **Objectif de la collaboration** : le but final de la collaboration est résumé en une phrase.
- 2 **Actions minimales proposées** : trois actions qui sont essentielles pour une collaboration prévisible et cohérente.
- 3 **Processus de collaboration** : La figure 2 illustre le processus de collaboration (de gauche à droite) et les trois niveaux de collaboration (de haut en bas). Suivez les étapes l'une après l'autre. Vous pouvez donner la priorité aux étapes les plus pertinentes, plus efficaces et plus réalisables dans votre contexte.
 - Le tableau présentant le processus prévoit trois « niveaux de collaboration » qui pourraient être appliqués selon le contexte, les besoins et les capacités des groupes de coordination de chaque pays. Les niveaux sont présentés verticalement :
 - i Étroite collaboration / processus intersectoriel ;
 - ii Collaboration partielle / cohérence ;
 - iii Collaboration de base / partage d'informations.
 - Ce diagramme peut servir d'auto-évaluation initiale permettant aux équipes de coordination d'identifier leurs niveaux actuels de collaboration, tout en suggérant des possibilités de renforcement de la collaboration à chaque étape du processus.
- 4 **15 Annexes** pour faciliter les « étapes » de collaboration (hyperliés)
- 5 **Pratiques prometteuses en matière de collaboration PE-ESU et Ressources provenant des Clusters nationaux** (hyperlié) basées sur des Entretiens avec des informateurs-clés (EICs) menés auprès de 45 collègues des Clusters nationaux et mondiaux dans 21 contextes.

Figure 2

Processus de collaboration avec trois niveaux de collaboration

Source: Auteurs



Enfin, les « [Documents thématiques](#) » présentent des exemples du cadre de collaboration appliqué à un domaine programmatique spécifique dans lequel les équipes de protection de l'enfance et de l'éducation collaborent fréquemment :

- [MHPSS Thematic Paper](#)
- [Violence Against Children Thematic Paper](#)
- [Tip-sheet on Collaboration during COVID-19](#)
- [Checklist pour la réouverture des écoles](#)

Comment puis-je obtenir du soutien ?

Le Cluster Éducation Global (« GEC ») et le Domaine de Responsabilité pour la Protection de l'Enfance (« DRPE ») sont disposés à vous accompagner – veuillez contacter vos coordinateurs mondiaux ou les services d'assistance du [GEC](#) and [DRPE](#).

De plus amples informations et ressources sur la collaboration PE-ESU sont disponibles sur le [site web du GEC](#) et le [site web du DRPE](#).

Étape 1

Évaluation, identification et analyse des besoins

- 1a Identifier des questions clés nécessaires pour orienter la planification et la prise de décision – considérations stratégiques et opérationnelles
- 1b Elaborer une conception commune des besoins en information
- 1c Mener une analyse conjointe des données/informations
- 1d Réaliser des évaluations des besoins si nécessaire

Étape 2

Planification stratégique de la réponse

- 2a Identifier les domaines de collaboration (activités communes et complémentaires)
- 2b Convenir les rôles et les responsabilités de chaque secteur pour les activités communes et complémentaires
- 2c Documenter les rôles et responsabilités différenciés dans les plans stratégiques
- 2d Formuler les objectifs, les indicateurs et les systèmes de suivi stratégiques adaptés aux besoins de la collaboration

Étape 3

Mobilisation des ressources

- 3a Définir les rôles et les responsabilités de chaque secteur pour la mobilisation des ressources et les efforts de sensibilisation communs
- 3b Mener un exercice conjoint de calcul des coûts relatifs aux activités communes et complémentaires
- 3c Convenir d'une allocation complémentaire des ressources disponibles

Étape 4

Mise en œuvre et suivi conjoint, et évaluation de la collaboration

- 4a Définir les modalités de mise en œuvre du plan de réponse stratégique (Comment travailler ensemble)
- 4b Collaborer pour améliorer la qualité de l'intervention
- 4c Identifier et mobiliser les partenaires
- 4d Suivi conjoint : définir les rôles et les responsabilités de chaque secteur pour la collecte, l'analyse et le partage d'informations en matière de suivi
- 4e Évaluer le niveau et la qualité de la collaboration ; partager et mettre en pratique les leçons apprises



AYTUNC AKAD/PANOS/SAVE THE CHILDREN



© UNICEF/UNI1336486/WILSON



© SIMA D'AB/SAVE THE CHILDREN

Figure 3
Résumé de la collaboration PE-ESU au long du HPC

Source: Auteurs

4 Mise en œuvre et suivi conjoint, et évaluation de la collaboration

Conformément à leur plan de réaliser certaines activités ensemble, les secteurs de la PE et de l'Éducation doivent travailler ensemble pour s'assurer que les activités mises en œuvre ensemble sont réalisées avec une qualité et une couverture acceptable. La collaboration devrait capitaliser les compétences, les capacités techniques et la valeur ajoutée respectives de chaque secteur. Des mécanismes de suivi permettant de suivre la qualité et l'évolution des activités mises en œuvre conjointement permettront aux deux secteurs de savoir s'ils sont sur la bonne voie. Enfin, l'évaluation de la portée et de la qualité de la collaboration facilite la réflexion des secteurs sur les enseignements tirés, leur partage et leur mise en pratique afin de renforcer l'impact des réponses des deux secteurs sur les enfants.

Objectif de la collaboration

Les activités communes et complémentaires sont mises en œuvre et font l'objet d'un suivi de manière à maximiser la couverture, la qualité et la redevabilité.

Actions minimales proposées

- i Fournir aux partenaires conseils de mise en œuvre, normes de qualité et conseils de rapportage pour les activités communes et complémentaires.
- ii Assurer la mise en œuvre de mécanismes de référencement (et de contre-référencement) intersectoriels fonctionnels.
- iii Mettre en place des mécanismes pour examiner conjointement les activités intersectorielles.

3 Mobilisation des ressources

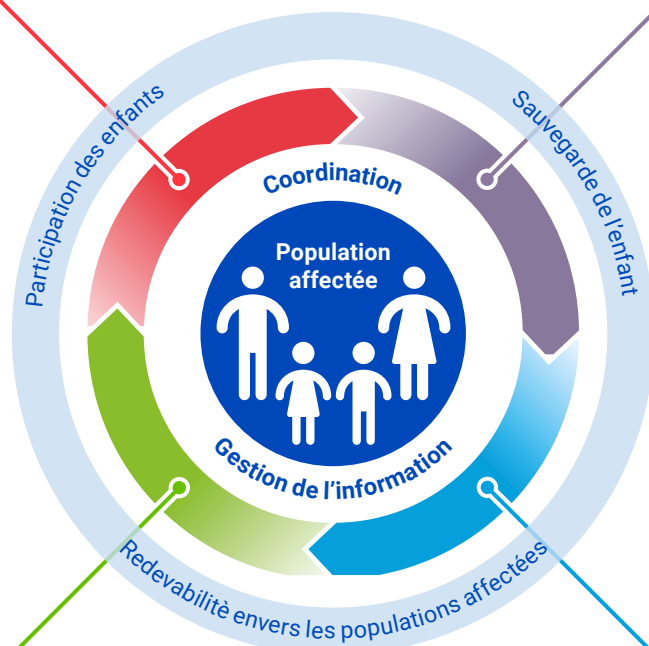
Lorsque les deux secteurs mettent en œuvre des activités communes ou complémentaires, les responsabilités différenciées en matière de collecte de fonds doivent être claires, le plaidoyer doit se renforcer mutuellement et la mobilisation des ressources doit être alignée pour maximiser l'impact des ressources disponibles.

Objectif de la collaboration

Les activités communes sont financées et les fonds sont alloués pour obtenir au maximum un impact conjoint.

Actions minimales proposées

- i Convenir des activités communes à financer conjointement et des activités intersectorielles qui doivent être incluses dans l'autre secteur.
- ii Appliquer une stratégie de calcul des coûts appropriée pour les activités communes et complémentaires.
- iii Sélection conjointe des projets pour éviter la répétition des activités communes.



1 Évaluation, identification et analyse des besoins

L'utilisation stratégique d'informations précises, de qualité et opportunes est essentielle pour améliorer et faciliter les réponses en matière de PE et d'Éducation. Une collaboration entre les secteurs de la PE et de l'Éducation dans le but d'évaluer, identifier et analyser les besoins est bien possible : les deux secteurs s'intéressent aux mêmes tranches d'âge et ont les mêmes besoins en matière d'information. Par ailleurs, ils font face à des défis en matière de disponibilité et de qualité des données. À travers l'identification des besoins, le partage, l'analyse et l'interprétation des données de manière conjointe, les secteurs de la PE et de l'Éducation peuvent travailler ensemble pour optimiser les informations disponibles et recueillir de nouvelles données de manière rapide et efficace, et réduire la charge de travail liée à l'évaluation dans les communautés avec lesquelles nous travaillons.

Objectif de la collaboration

Les chapitres du HNO et les PiNs présentent une compréhension commune du type d'assistance nécessaire pour une catégorie donnée d'enfants.

Actions minimales proposées

- i Lors des évaluations des besoins, informez l'autre secteur afin de maximiser la possibilité de tenir compte des considérations/questions intersectorielles.
- ii Convenir des données qui devraient être systématiquement partagées et le mécanisme conjoint le plus efficace pour le faire.
- iii Appliquer des approches uniformes/cohérentes pour la hiérarchisation des réponses et le calcul du CiN.

2 Planification de la réponse stratégique

Conscient que les secteurs de la protection de l'enfance et de l'éducation travaillent à fournir des services à plusieurs des mêmes enfants, qu'ils ont des partenaires communs et interviennent souvent dans des espaces communes, il est essentiel que la planification de nos interventions respectives et le ciblage soient coordonnés et cohérents afin d'impacter au maximum les enfants visés.

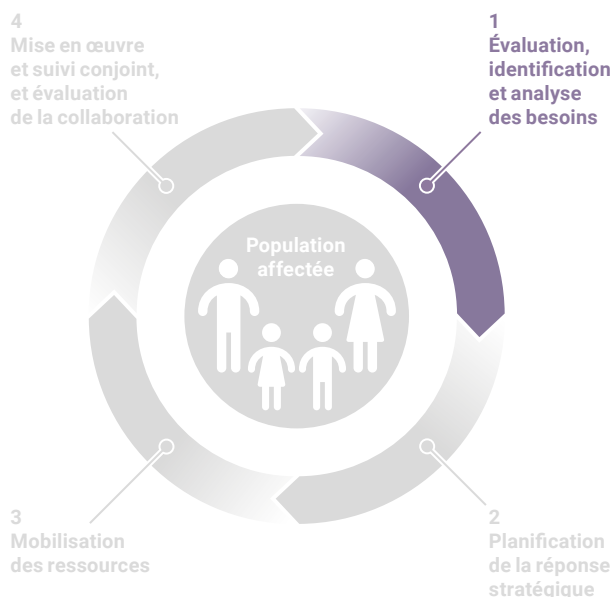
Objectif de la collaboration

Les chapitres et les cibles du HRP reflètent une répartition stratégique des rôles et des responsabilités en matière de prestation de services.

Actions minimales proposées

- i Identifier les activités communes et complémentaires entre les secteurs de la PE et de l'éducation.
- ii Convenir quel secteur fournira quelles activités afin d'obtenir le maximum d'impact sur les enfants.
- iii Appliquer des approches uniformes/cohérentes à la définition des priorités et au ciblage.

Étape 1



Évaluation, identification et analyse des besoins

L'utilisation stratégique d'informations précises, de qualité et opportunes est essentielle pour améliorer et faciliter les réponses en matière de PE et d'éducation. Les possibilités de collaboration entre les secteurs de PE et de l'éducation dans le but d'évaluer, identifier et analyser les besoins sont bien incontestables : les deux secteurs s'intéressent aux enfants et adolescents de mêmes tranches d'âge et ont les mêmes besoins en matière d'information. Par ailleurs, tous les deux font face à des défis en matière d'accessibilité et de qualité des données. En définissant conjointement les besoins d'information, en partageant, analysant et interprétant les données, les secteurs de la PE et de l'éducation peuvent optimiser les informations disponibles et recueillir de nouvelles données de manière rapide et efficace, et réduire les charges d'évaluation dans les communautés avec lesquelles nous travaillons.

Résultat : l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) – Les chapitres et les personnes dans le besoin (PiN) présentent une compréhension commune du type d'assistance nécessaire pour une catégorie donnée d'enfants

Actions minimales proposées :

- 1 Approches communes pour la priorisation des interventions et le calcul de PiN (1.9)
- 2 Les évaluations des besoins sectoriels comprennent des questions intersectorielles (1.12)
- 3 Conclure des accords pour le partage d'informations (1.6)



- [Pratiques prometteuses et ressources](#) des clusters nationaux
- [Annexes 1–5](#) pour faciliter les étapes de la collaboration
- À lire avec le [SMPE 23.1.5–8](#), et [Norme INEE d'Analyse 1.6](#)

	1a Considérations stratégiques et opérationnelles	1b Compréhension commune des besoins en information	1c Analyse conjointe de données	1d Évaluations possibles
Nécessaire à tous les niveaux de collaboration		1.6 Discuter conjointement des points 1.3–1.5 afin de convenir des données devant être systématiquement partagées, & le mécanisme commun le plus efficace pour le faire (Annexe 3)	1.8 Prioriser l'analyse et l'interprétation des données existantes, à travers un Examen des données secondaires ¹ (SDR), avant de définir les modalités d'évaluation/ de collecte des données pour maximiser le temps et les ressources. Partager les SDR avec l'autre secteur. 1.10 Chaque secteur défend le rôle complémentaire de l'autre et appuie les domaines/ groupes/ activités qui ont été prioritaires conjointement. <i>ex. devant le Coordinateur humanitaire (HC) et l'Équipe Humanitaire Pays (HCT), UNOCHA, etc. tout en mettant en exergue le rôle clé de l'éducation dans la centralité de la protection</i>	1.11 Considérer les avantages et les contraintes des différents types d'évaluation (Annexe 4) 1.12 Accorder la priorité à la participation des enfants dans les plans de collecte de données 1.13 Collaborer dans le développement des composantes/ questions de l'Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) afin de recueillir des informations complémentaires et non redondantes, tout en utilisant à bon escient l'espace limité du questionnaire
Processus intersectoriels Étroite collaboration	1.1 Les secteurs identifient ensemble les questions clés nécessaires pour orienter la planification et la prise de décision en matière d'intervention conjointe/ intégrée (Annexe 1) 1.2 Les secteurs développent des approches communes (par exemple, les tranches d'âge) et la terminologie clé qu'ils doivent utiliser (c.-à-d. les risques/ enfants à risque, la violence envers les enfants, la vulnérabilité, les attaques contre l'éducation)	1.3 Identifier ensemble les besoins communs en information (Annexe 2) 1.4 Inventorier ensemble les sources d'information disponibles dans les deux secteurs 1.5 Convenir des possibles sources de données supplémentaires si aucune donnée n'est disponible dans l'un ou l'autre secteur	1.8 Mener une analyse et une interprétation conjointes des données communes et complémentaires provenant des deux secteurs afin d'obtenir une analyse nuancée facilitant l'établissement des priorités dans les deux secteurs. Cette action pourrait intégrer un Examen des données secondaires (SDR) conjoint. Les HNO sectoriels représentent une compréhension commune des besoins intersectoriels des enfants et effectuent des références croisées de l'autre secteur 1.9 Travailler ensemble pour une priorisation cohérente entre les secteurs de la PE et de l'éducation au niveau des zones géographiques, des groupes de populations, et des priorités d'interventions thématiques. Inclure cette hiérarchisation dans le calcul de PiN de chaque secteur	1.12 Évaluation conjointe <ul style="list-style-type: none"> ■ Évaluation unique menée conjointement par les deux secteurs en utilisant un outil de collecte de données, un ensemble de données, une méthodologie et un rapport communs ■ Convenir de la portée et de l'objectif de l'évaluation ■ Définir les rôles et les responsabilités complémentaires, y compris : <ul style="list-style-type: none"> ■ Les ressources, la logistique et la participation des membres ■ Technique (par exemple, les modalités de collecte des données, les unités d'analyse, la conception des outils, la formation des informateurs, la validation conjointe)
Cohérence Collaboration partielle/ sélective	1.1 Chaque secteur adopte les questions clés pertinentes et nécessaires pour orienter la planification et la prise de décision de l'autre secteur (Annexe 1) 1.2 Chaque secteur adopte les définitions clés et approches pertinentes de l'autre secteur	1.3 Identifier ensemble les besoins communs en information (Annexe 2) 1.4 Inventorier ensemble les sources d'information disponibles dans les deux secteurs 1.5 Convenir des possibles sources de données supplémentaires si aucune donnée n'est disponible dans l'un ou l'autre secteur	1.7 Les secteurs recherchent des données complémentaires dans l'autre secteur pour faciliter leur propre analyse sectorielle (par exemple, l'analyse de la protection de l'enfance en termes de vulnérabilités peut faciliter l'établissement des priorités des lieux dans le secteur de l'éducation). Chaque secteur partage son SDR avec l'autre secteur 1.8 Les secteurs effectuent séparément des analyses avec les données proven ant des deux secteurs, et les partagent avec l'autre. L'HNO du secteur se réfère à l'autre secteur. 1.9 Les secteurs mènent leur propre hiérarchisation des priorités (zones géographiques, groupes de population, et thématiques de réponse prioritaires) et calcul de PiN , et consultent l'autre secteur pour garantir une méthodologie cohérente dans les domaines d'intervention communs.	1.12 Évaluation sectorielle – Harmonisée (Annexe 5) <ul style="list-style-type: none"> ■ Dirigée par un secteur ■ L'autre secteur est impliqué pour optimiser les possibilités d'évaluation, enrichir/ situer les données dans un contexte plus large et optimiser la « transutilité » des données : <ul style="list-style-type: none"> ■ Présenter les principales questions à inclure dans les outils ■ Réviser la méthodologie ■ Participation des partenaires de l'autre secteur à la collecte des données, si possible ■ Participer à l'analyse, l'interprétation et à la validation des résultats
Partage d'information Collaboration de base	1.1 Les secteurs identifient les questions clés nécessaires pour orienter leur propre planification et prise de décision sectorielle, et les partagent avec l'autre secteur (Annexe 1) 1.2 Les secteurs proposent leurs propres définitions et les partagent avec l'autre secteur	1.3 Les secteurs énumèrent leurs propres besoins en information et partagent les besoins en information pertinents avec l'autre secteur 1.4 – 1.5 Chaque secteur fait l'inventaire des sources d'information disponibles et des nouvelles sources d'information prévues et les partage avec l'autre secteur	1.8 Les secteurs analysent leurs données séparément et partagent les résultats avec l'autre secteur 1.9 Les secteurs mènent leur propre travail de hiérarchisation des priorités et leur calcul de PiN , documentent leur méthodologie et les partagent avec l'autre secteur	1.12 Évaluation sectorielle – Collaborative (Annexe 5) <ul style="list-style-type: none"> ■ Dirigée par un secteur ■ L'autre secteur est invité à proposer des questions clés pour enrichir l'analyse/ situer les données dans un contexte plus large ■ Évaluation et analyse effectuées par le secteur initiateur ■ Rapport partagé avec l'autre secteur

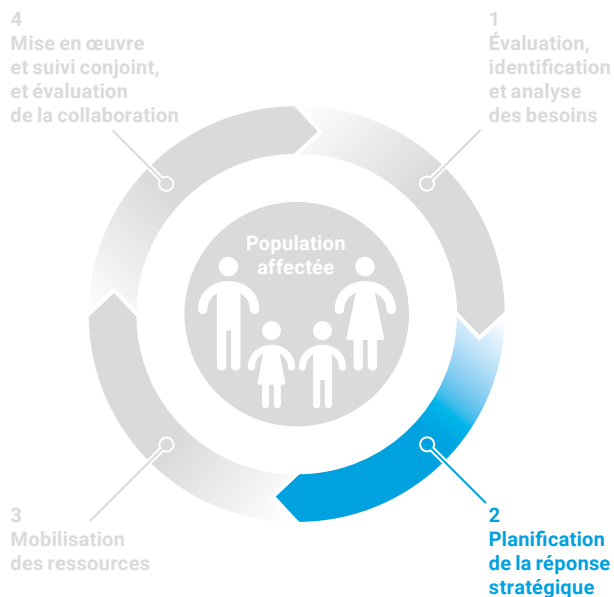
Évaluation conjointe des besoins : Cas de Cox's Bazar

- En décembre 2017, les partenaires du secteur de l'éducation et du sous-secteur de la protection de l'enfance de Cox's Bazar ont mené une évaluation rapide conjointe des besoins en matière d'éducation et de protection de l'enfance (JRNA). L'objectif principal était d'identifier les besoins en matière d'éducation et de protection de l'enfance, les priorités et les capacités des garçons et des filles Rohingyas dans les camps, les installations et au sein de la communauté d'accueil à Cox's Bazar, afin d'orienter et obtenir la base de connaissances pour le plan d'intervention conjoint (JRP) de 2018.



- L'approche a consisté de manière conjointe à :
 - Définir la portée de l'évaluation à travers des termes de référence [TdR](#)
 - Une [cartographie](#) des ressources communes (ressources financières disponibles, disponibilité du personnel du cluster / partenaire, matériel tel que les tablettes et les véhicules, et les services tels que la traduction)
 - [Planification](#) de l'évaluation
 - Adaptation et révision des outils de collecte et d'analyse des données
 - Stratégie d'échantillonnage
 - Recrutement et formation des équipes d'évaluation
 - Déploiement des équipes de collecte de données
 - Utilisation de questionnaires Kobo communs
 - Analyse des données et l'[atelier conjoint interprétation](#)
- L'évaluation a été réalisée à travers 185 entretiens avec des informateurs-clés (EIC), composés de parents et d'enseignants, de chefs religieux / communautaires, parmi les réfugiés et les communautés d'accueil.
- Bien que les enfants n'aient pas été directement consultés dans le cadre de cette évaluation conjointe, des consultations simultanées avec les enfants ont été menées par trois partenaires du secteur de l'éducation et de la protection de l'enfance en collaboration avec l'équipe d'évaluation des besoins, et les résultats ont été intégrés dans l'évaluation et le rapport.
- Les résultats portaient essentiellement sur les obstacles relatifs à l'accès à l'éducation et les risques liés à la protection des enfants. L'analyse conjointe des résultats a facilité l'identification des principales questions communes et l'intégration des réponses intersectorielles aux questions communes recommandées dans le [Rapport d'Evaluation Conjoint](#).
- La [Boîte à outils](#) est incluse dans les [Pratiques prometteuses et les ressources](#)

Étape 2



Ce chapitre aborde « ce qu'il y a » à mettre en œuvre. Des propositions supplémentaires sur « comment » mettre cela en œuvre (notamment la définition des normes de qualité, les modalités de mise en œuvre et l'attribution des partenaires) sont indiquées dans **l'étape 4 : Mise en œuvre et suivi conjoint**

Planification stratégique de la réponse

Etant donné que les secteurs de la protection de l'enfance et de l'éducation assurent des services aux enfants ayant les mêmes conditions, qu'ils ont des partenaires communs et interviennent souvent dans des espaces communs, il est essentiel que la planification de nos interventions respectives, le ciblage et l'attribution des responsabilités et des obligations soient coordonnés et cohérents afin d'impacter au maximum les enfants ciblés.

Résultat : Plan de Réponse Humanitaire (HRP) – Chapitres & objectifs qui reflètent une division stratégique des rôles et des responsabilités pour la prestation de services

Actions minimales proposées :

- 1 Identifier les activités communes et complémentaires (2.1–2.2)
- 2 Elaborer la stratégie des options de mise en œuvre de l'intervention pour atteindre le plus grand impact (2.6)
- 3 Appliquer une approche cohérente à la définition des priorités et au ciblage (2.9)



- [Pratiques prometteuses et ressources](#) des clusters nationaux
- [Annexes 6–8](#) pour faciliter les étapes de la collaboration
- À lire avec le [SMPE 23.1.9–16](#), et [Norme INEE d'Analyse 2](#)

	2a Identifier les domaines de collaboration	2b Convenir des rôles et responsabilités	2c Documenter dans les plans stratégiques	2d Formuler des indicateurs
Nécessaire à tous les niveaux de collaboration			2.7 Cohérence avec les plans nationaux et les interventions multisectorielles pour éviter toute duplication	
Processus intersectoriels Étroite collaboration	<p>2.1 Identifier ensemble les activités communes [Les activités mises en œuvre par les deux secteurs, par exemple la Santé mentale et soutien psychosocial (MHPSS)]</p> <p>2.2 Identifier ensemble les activités complémentaires résultats communs et ceux de l'autre secteur, par exemple les mécanismes d'orientation dans les écoles]</p> <p>2.3 Envisager le développement des objectifs collectifs [voir étape 2.10].</p>	<p>2.4 Examiner ensemble les avantages et les limites comparatifs de la mise en œuvre des activités communes ou complémentaires dans l'un ou l'autre secteur, par exemple les distinctions entre services universels et spécialisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Des systèmes éducatifs à destination de tous les enfants ■ Expertise en matière de PE dans le cadre du travail avec les enfants les plus vulnérables <p>2.5 Déterminer ensemble le secteur le mieux placé pour réaliser un ensemble d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Capacités techniques du secteur et des partenaires ■ Capacité de mise en œuvre et accès des secteurs et des partenaires <p>2.6 Sur la base des points 2.4–2.5, définir ensemble les rôles et responsabilités complémentaires ; documenter et communiquer avec les partenaires des deux secteurs (Annexe 6)</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Qui développe / sélectionne / vérifie l'approche technique / la documentation ? ■ Qui assure les formations de formateurs (FdF) / autres formations, et à qui ? ■ Qui réalise quelles activités, et où ? 	<p>2.7 Développer des stratégies, des Plans de Réponse Humanitaire (HRPs), des cadres d'intégration communs</p> <p>2.8 Définir ensemble les critères de priorisation utilisés dans le cadre de la définition des objectifs sectoriels respectifs (y compris les degrés de gravité, l'analyse des risques de protection et les critères de vulnérabilité)</p> <p>2.9 Veiller à ce que le ciblage des activités communes et complémentaires soit cohérent (Annexe 7)</p>	<p>2.10 Élaborer conjointement un ensemble d'indicateurs appropriés qui répondent aux besoins de coordination² en matière de protection de l'enfance et d'éducation et qui permet un suivi conjoint des interventions. Ce dispositif peut inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Indicateurs communs ■ Indicateurs cohérents ■ Indicateurs complémentaires ■ Indicateurs d'intégration ■ Mécanismes d'agrégation des indicateurs <p>(Annexe 8)</p>
Cohérence Collaboration partielle/sélective	<p>2.1 Identifier ensemble les activités communes [Les activités mises en œuvre par les deux secteurs, par exemple le Soutien psychosocial et en santé mentale (MHPSS)]</p> <p>2.2 Identifier ensemble les activités complémentaires [activités qui consolident les résultats communs et celle de l'autre secteur, par exemple les mécanismes d'orientation dans les écoles]</p>	<p>2.4 Les secteurs étudient les avantages et les limites comparatifs de la mise en œuvre des activités communes et complémentaires dans l'un ou l'autre secteur [voir les détails ci-dessus].</p> <p>2.5 Les secteurs examinent quel secteur est le mieux placé pour mettre en œuvre d'un ensemble d'activités [voir les détails ci-dessus], et sollicitent l'appui technique de l'autre secteur pour la mise en œuvre des activités appropriées.</p> <p>2.6 Sur la base des points 2.4–2.5, les secteurs conviennent des rôles et responsabilités dans le cadre des activités communes et complémentaires ; documentent et communiquent avec les partenaires des deux secteurs [voir les détails ci-dessus] (Annexe 6)</p>	<p>2.7 Les deux secteurs travaillent ensemble pour développer des stratégies complémentaires et cohérentes, les plans d'intervention (HRP), les cadres d'intégration.</p> <p>2.8 Les secteurs documentent les critères utilisés pour l'établissement des priorités et consultent l'autre secteur pour assurer une cohérence (par ex. les degrés de gravité, l'analyse des risques de protection, les critères de vulnérabilité)</p> <p>2.9 Les secteurs mènent leur propre ciblage des activités en collaboration avec l'autre secteur afin de garantir une méthodologie cohérente et d'éviter un chevauchement des activités communes et complémentaires. (Annexe 7)</p>	<p>2.10 Les secteurs définissent leurs propres indicateurs, en consultant l'autre secteur par rapport aux activités communes et complémentaires afin d'éviter le chevauchement entre les indicateurs (Annexe 8)</p>
Partage d'information Collaboration de base	<p>2.1 – 2.2 Chaque secteur est conscient des activités communes mises en œuvre par l'autre secteur</p>	<p>2.4 Chaque secteur planifie ses activités d'intervention</p> <p>2.5 Chaque secteur sollicite le soutien technique de l'autre dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités pertinentes (par exemple, les formations)</p> <p>2.6 Les secteurs documentent et informent l'autre secteur et les partenaires des rôles et responsabilités du secteur dans la mise en œuvre des activités d'intervention (Annex 6)</p>	<p>2.7 Partager les propositions de stratégies et les chapitres des Plans d'intervention (HRP) pour assurer une cohérence entre les secteurs</p> <p>2.8 Les secteurs définissent les critères de l'établissement des priorités utilisés dans le cadre de la réalisation des objectifs respectifs et les partagent avec l'autre secteur (Par ex. les degrés de gravité, l'analyse des risques de protection, les critères de vulnérabilité)</p> <p>2.9 Les secteurs mènent leur propre ciblage des activités et procèdent à une vérification auprès de l'autre secteur afin de réduire les différences extrêmes s'il en existe. (Annexe 7)</p>	<p>2.10 Les secteurs définissent leurs propres indicateurs et les partagent avec l'autre secteur (Annexe 8)</p>

² c.-à-d. qu'ils facilitent une compréhension globale de la manière dont les secteurs de la PE et de l'éducation contribuent de façon cumulative aux résultats collectifs, décèlent les services complémentaires, réduisent le double comptage, etc.

Le Cadre d'Intervention intégré en Protection de l'Enfance et en Education : Cas de la Somalie

- Le Cluster Éducation a instauré un cadre d'intervention intégré en réponse à l'accent de l'HCT sur l'approche de la centralité de la protection et l'analyse des problèmes
- Ledit cadre a été développé de manière consultative à travers l'analyse des problèmes de protection dans les écoles, et en collaboration avec les membres des Clusters Éducation et PE, les coordinateurs des clusters et les équipes des programmes PE et d'Éducation de l'UNICEF



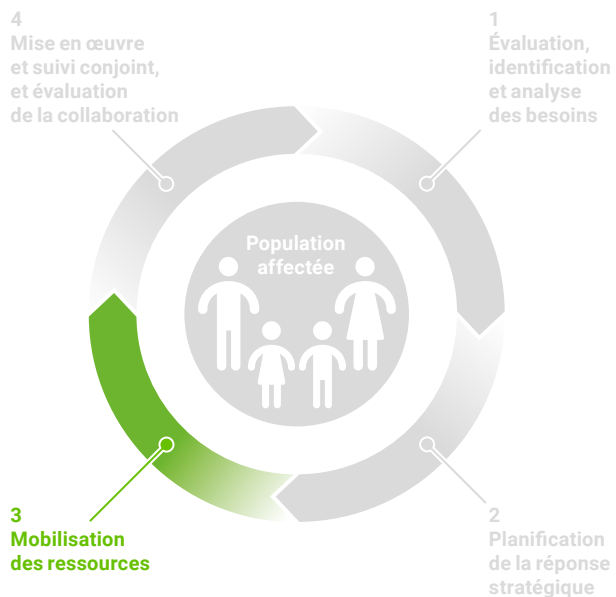
MARIEKE VAN DER VELDEN / SAVE THE CHILDREN

- Ce Cadre précise ce qui peut être fait dans les écoles pour prévenir les risques liés à la protection, tout en évitant de doubler les mêmes activités coordonnées dans le cadre de la PE, et de surcharger les enseignants.
- Sur le plan opérationnel, le programme intégré est mis en œuvre par un seul secteur (celui de l'éducation), mais avec l'appui technique de l'équipe de PE
- Les rôles et responsabilités de chaque secteur sont définis : quelles activités nécessiteront quels apports techniques de la part de l'équipe de PE, y compris l'élaboration de normes techniques, le développement de compétences des partenaires de l'éducation et la réalisation de certaines activités par l'équipe de PE
- L'adoption de ce cadre est obligatoire pour les membres du Cluster Éducation lors de l'appel de fonds communs au niveau du pays Indicateurs du HRP en matière d'éducation :
 - Indicateur d'intégration dans le HRP en matière d'éducation :
d'élèves et de jeunes (H/F) ayant bénéficié des activités de protection conformément au Cadre d'intervention intégré pour l'éducation et la protection de l'enfance (visant 100% de l'objectif du secteur de l'éducation)
 - Indicateur intersectoriel dans le HRP en matière d'éducation : dénonciation des attaques contre les l'éducation :
d'enfants d'âge scolaire et d'enseignants (H/F) ayant interrompu leur cursus scolaire en raison des attaques contre l'éducation

Planification d'intervention conjointe : Cas des territoires palestiniens occupés

- Les coordinateurs de l'éducation et de la PE ont convenu avec le Coordinateur humanitaire (HC) de mettre en place une stratégie commune pour les fonds communs humanitaires (HPF) de 2019 et les plans d'intervention dans les zones spécifiques. Le HC a marqué son accord pour une allocation commune des HPF PE-éducation (voir aussi l'exemple de [Mobilisation des ressources](#))
- Les activités complémentaires sont conjointement identifiées, planifiées et incluses dans le Plan de réponse humanitaire (HRP), en soulignant les rôles et responsabilités complémentaires de chaque Cluster :
 - Toutes les interventions en milieu scolaire sont coordonnées par le Cluster Éducation. Ce rôle est stipulé dans le HRP, et les partenaires responsables de la mise en œuvre qui souhaitent réaliser des activités dans les écoles doivent d'abord rejoindre le Cluster Éducation
 - Le HRP indique les activités pour lesquelles le Cluster PE apportera un appui technique au Cluster Éducation notamment: *les mécanismes de PE dans les écoles, l'éducation aux risques liés à la neutralisation des explosifs, la gestion intersectorielle des cas d'urgence*
 - Les secteurs de la PE et de l'éducation collaborent en matière d'interventions techniques sur des questions spécifiques ayant un impact sur les deux secteurs (par exemple, le travail des enfants qui constitue une préoccupation en matière d'éducation en raison du fait que les enfants ne sont pas scolarisés, et une préoccupation en matière de PE en raison du risque accru de blessures et de vulnérabilités des enfants). Les secteurs de la PE et de l'Éducation ont travaillé ensemble pour mettre en place des systèmes de d'orientation afin de remédier à cette situation.
- Chaque secteur examine le chapitre du HRP de l'autre afin de garantir une complémentarité, notamment pour assurer une cohérence dans les activités d'interventions prioritaires

Étape 3



Mobilisation des ressources

Lorsque les deux secteurs mettent en œuvre des activités communes ou complémentaires, leurs responsabilités différenciées en matière de collecte de fonds doivent être claires, le plaidoyer doit se renforcer mutuellement et la mobilisation des ressources doit être alignée pour maximiser l'impact des ressources disponibles.

Résultat : Les activités communes sont financées et les fonds sont alloués pour atteindre un impact commun maximum

Actions minimales proposées :

- 1 convenir des activités communes à collecter des fonds conjointement et des activités intersectorielles qui doivent être renforcées par l'autre secteur (3.2)
- 2 Déterminer une stratégie appropriée de calcul des coûts pour les activités communes (3.5)
- 3 Sélection conjointe des projets pour éviter la répétition dans les activités communes (3.9)



- [Pratiques prometteuses et ressources](#) des clusters nationaux
- [Annexes 9–10](#) pour faciliter les étapes de la collaboration
- À lire avec le [SMPE 23](#), and [Norme INEE d'Analyse 1.2](#)

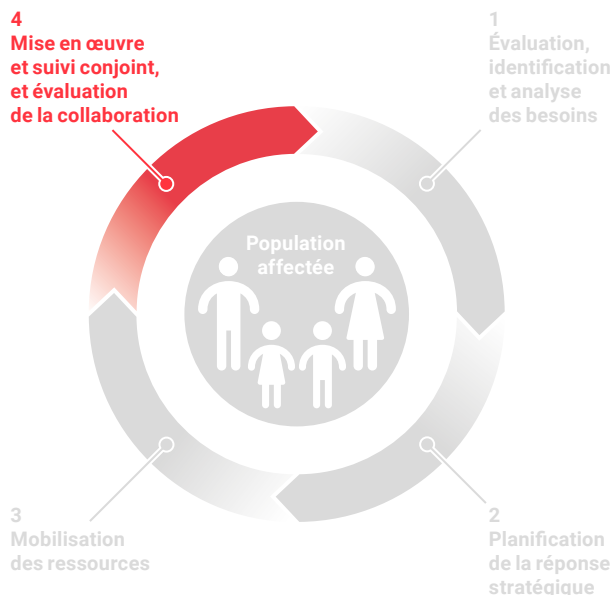
	3a Définir les responsabilités en matière de mobilisation des ressources et de plaidoyer	3b Calcul des coûts	3c Convenir d'une allocation complémentaire des ressources
Nécessaire à tous les niveaux de collaboration	3.4 Chaque secteur défend le rôle de complémentarité de l'autre et soutient la diffusion des messages sur les besoins en ressources <i>Par exemple, il peut être nécessaire d'augmenter le coût d'un secteur par bénéficiaire pour inclure des services plus spécialisés, qui sont fournis individuellement, plutôt qu'en groupe</i>	3.5 Documenter et diffuser la méthodologie de calcul des coûts	3.8 Les lignes directrices de chaque secteur aux partenaires pour la soumission des fiches de projet HRP / la stratégie d'allocation des HPF délimitent les activités de chaque secteur et fournissent des orientations pour l'élaboration des fiches de projet multisectoriels / propositions pour les HPF
Processus intersectoriels Étroite collaboration	3.1 Mener une analyse conjointe des stratégies / priorités des bailleurs par pays et identifier ceux qui financent les activités communes et complémentaires, et dans quel secteur (Annexe 9) 3.2 Convenir des activités communes pour lesquelles il faut lancer une collecte conjointe des fonds, et des activités complémentaires sectorielles devant être renforcées par l'autre secteur afin d'améliorer leur réponse <i>Par exemple, les mécanismes d'orientation dans les écoles, la formation des enseignants sur l'identification et l'orientation en toute sécurité</i> 3.3 Les deux secteurs collectent de manière active des fonds pour le « financement conjoint », et pour l'autre secteur <i>Par exemple, des stratégies conjointes d'allocation pour les fonds communs ou les propositions de bailleurs</i>	3.5 Développer ensemble une méthodologie appropriée de calcul des coûts pour les activités communes et complémentaires	3.6 Définir ensemble le secteur qui a / peut avoir accès aux ressources par rapport à la planification stratégique commune : faut-il procéder à une allocation intersectorielle des ressources pour atteindre la réponse la plus efficiente / efficace ? <i>Par exemple, le secteur de la PE détient la majorité des fonds du MHPSS, mais une planification conjointe a révélé que l'impact maximum pour les enfants serait atteint à travers le module de MHPSS dispensé par les enseignants. Le secteur de la PE finance et dispense des formations en MHPSS au profit des enseignants en partenariat avec le secteur de l'éducation et avec son concours.</i> 3.7 Plaider ensemble auprès de l'Équipe Humanitaire Pays (HCT), et faciliter l'élaboration des fiches de projet communs ainsi que les propositions de fonds communs (par exemple par le biais d'une stratégie d'allocation des HPF commune) 3.8 Développer des stratégies d'allocation et des propositions de bailleurs communes, et exiger des partenaires qu'ils soumettent des propositions intégrées 3.9 Procéder à une sélection conjointe des projets afin d'éviter la reproduction des mêmes activités ou des lieux (Annexe 10)
Cohérence Collaboration partielle / sélective	3.1 Chaque secteur analyse les stratégies / priorités des bailleurs dans le pays et identifie ceux qui financent les activités communes et complémentaires, puis partage ces informations avec l'autre secteur (Annexe 9) 3.2 Convenir des activités communes pour lesquelles les deux secteurs collecteront des fonds et des activités complémentaires intersectorielles qui doivent être renforcées par l'autre secteur afin d'améliorer leur intervention 3.3 Chaque secteur collecte de manière active des fonds pour les activités communes et complémentaires, et pour l'autre secteur <i>Par exemple, une stratégie du secteur de l'éducation ou une proposition de bailleur dans le secteur de l'éducation qui comprend des composantes et des formations obligatoires en matière de PE provenant du secteur de la PE</i>	3.5 Un secteur adopte la méthodologie de calcul des coûts de l'autre secteur dans le cadre des activités communes et complémentaires pertinentes	3.6 Chaque secteur partage les informations sur les activités communes et complémentaires pour lesquelles il a / peut avoir accès à des ressources, et évalue ensemble si l'allocation intersectorielle des ressources pourrait favoriser une réponse plus efficiente / efficace (détails comme ci-dessus) 3.7 Chaque secteur plaide auprès de l'Équipe Humanitaire Pays (HCT), et facilite l'élaboration des fiches de projets multisectoriels et des propositions de fonds communs 3.8 Chaque secteur élabore sa stratégie d'allocation en ajoutant les activités complémentaires obligatoires de l'autre secteur, de concert avec ce dernier 3.9 Chaque secteur consulte l'autre tout en définissant des critères de sélection pour assurer une cohérence et établir un mécanisme de détection / prévention des répétitions et des chevauchements dans les domaines de réponse. Chaque secteur examine séparément ses activités définies (Annexe 10)
Partage d'information Collaboration de base	3.1 Chaque secteur analyse les stratégies / priorités des bailleurs dans le pays et identifie ceux qui financent les activités communes et complémentaires, et les partage avec l'autre secteur (Annexe 9) 3.2 Chaque secteur partage avec l'autre les informations sur les activités communes et complémentaires pour lesquelles il collecte des fonds 3.3 Chaque secteur collecte de manière active des fonds pour les activités communes et complémentaires <i>Par exemple, une stratégie du secteur de l'éducation ou des fonds d'éducation comprenant les composantes facultatives de la PE</i>	3.5 Chaque secteur élabore sa méthodologie de calcul des coûts, procède à des vérifications avec l'autre secteur et réduit les différences extrêmes si nécessaire	3.6 Chaque secteur partage les informations sur les activités communes et complémentaires pour lesquelles il a / peut avoir accès aux ressources 3.7 Chaque secteur plaide auprès de l'Équipe Humanitaire Pays (HCT), et facilite l'élaboration des fiches de projets multisectoriels et des propositions de fonds communs 3.8 Chaque secteur élabore sa stratégie d'allocation avec des activités / formations complémentaires facultatives de l'autre secteur, et la partage avec l'autre secteur 3.9 Chaque secteur examine ses fiches / propositions de projets sectoriels et les partage avec l'autre secteur lorsque leurs activités font partie des soumissions multisectorielles (Annexe 10)



Exemple de mobilisation et d'allocation conjointes des ressources sur les territoires palestiniens occupés

- Les coordinateurs de l'éducation et de la PE ont convenu avec le HC d'élaborer une stratégie commune pour les HPF 2019 et ont préparé en conséquence un document commun pour la stratégie des HPF. Dans le cadre des plans d'interventions d'urgence spécifiques, un plan d'intervention conjoint de la PE et de l'éducation a été élaboré et, là encore, un accord a été obtenu du HC pour une allocation conjointe des HPF pour cette intervention d'urgence.
- Pour les allocations des HPF, le HC offre une enveloppe financière à chaque secteur, puis les coordinateurs de l'éducation et de la PE mettent ces enveloppes ensemble. Le financement est ensuite alloué conjointement par les secteurs de la PE et de l'éducation aux projets intégrés. Le % de financement par secteur reflète approximativement ce que le HC a alloué initialement.
- Les partenaires de l'éducation et de la PE ont dû soumettre des propositions communes pour le financement par les HPF (une exigence obligatoire pour tous les projets). La sélection des fiches de projet a été faite séparément par les coordinateurs de l'éducation et de la PE, et les réponses aux partenaires ont été données conjointement.

Étape 4



Mise en œuvre et suivi conjoint, et évaluation de la collaboration

Ayant planifié d'organiser certaines activités ensemble, les secteurs de la PE et de l'éducation doivent travailler conjointement pour s'assurer que les activités mises en œuvre ensemble sont réalisées avec une qualité et une couverture acceptable. La collaboration devrait optimiser les compétences techniques, les capacités et la valeur ajoutée respectives de chaque secteur, tout en renforçant la capacité des partenaires à mettre en œuvre une réponse de qualité. Des mécanismes de suivi permettant de contrôler la qualité et l'évolution des activités mises en œuvre de manière conjointe permettront aux deux secteurs de savoir s'ils sont sur la bonne voie. Enfin, l'évaluation de la portée et de la qualité de la collaboration permet aux secteurs de réfléchir sur les leçons apprises, de les partager et de les mettre en pratique afin de renforcer l'impact des interventions des deux secteurs sur les enfants.

Résultat : Les activités communes – sont mises en œuvre et contrôlées de manière à maximiser la couverture, la qualité et la redevabilité

Actions minimales proposées :

- 1 Fournir aux partenaires des conseils en matière de mise en œuvre (4.2), des normes de qualité (4.5) et des conseils de rapportage (4.9) pour les activités communes et complémentaires
- 2 Assurer la mise en place de mécanismes d'orientation intersectorielle fonctionnels (4.4)
- 3 Mettre en place des mécanismes pour examiner conjointement les activités intersectorielles (4.10)



- [Pratiques prometteuses et ressources](#) des clusters nationaux
- [Annexes 11–15](#) pour faciliter les étapes de la collaboration
- À lire avec le [SMPE 23.1.17–33](#), [Norme INEE de Coordination 1.2](#) et le *Cadre de collaboration PESU-ESU* de l'INEE et de l'Alliance PE (à paraître en décembre 2020)

Processus de collaboration

Résultat : Les activités communes – sont mises en œuvre et contrôlées de manière à maximiser la couverture, la qualité et la redevabilité

	4a Définir la manière de travailler ensemble	4b Collaborer pour garantir une réponse de qualité	4c Identifier et mobiliser les partenaires	4d Plan de suivi conjoint et 4e Evaluation de la collaboration
Nécessaire à tous les niveaux de collaboration	<p>4.1 Systématiser les approches communes à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Des réunions conjointes ■ Groupe/équipe de travail communs ■ « Ambassadeurs » – 2 membres qui participent aux réunions de l'autre secteur ■ Les coordinateurs participent aux réunions de l'autre secteur ■ Rôle des deux Groupes Consultatifs Stratégiques (SAG) 		<p>4.7 Plusieurs partenaires travaillent à la fois dans le domaine de l'éducation et de la protection de l'enfance – planifier comment en maximiser les avantages en matière de couverture et de qualité des réponses, tout en évitant les répétitions</p> <p>4.8 Informer les partenaires chargés de la mise en œuvre quel secteur est responsable de la coordination de quelles activités (et si les partenaires doivent rejoindre l'autre secteur pour la coordination de certaines activités)</p>	<p>4.9 – 4.11 Convenir de la responsabilité de chaque secteur de collecter, d'analyser et de partager les informations de suivi sur les progrès cumulés</p> <p><i>Par exemple, chaque trimestre, le gestionnaire d'information renforce les données MHPSS en matière de PE et d'éducation et produit un tableau de bord MHPSS. Rotation des responsabilités entre les gestionnaires d'information du secteur de l'éducation et ceux de la PE</i></p> <p>4.12 Faciliter la participation des enfants au suivi des interventions à travers des mécanismes de rétroaction et de redevabilité (Annexe 15)</p>
Processus intersectoriels Étroite collaboration	<p>4.2 Les secteurs conviennent que les activités varient en fonction du secteur, et fournissent des orientations sur la réalisation des activités communes et complémentaires (Annexe 11)</p> <p><i>Par exemple, qui est responsable de l'exécution des activités spécifiques, quand, où.</i></p> <p>4.3 Les secteurs fixent des conditions pour les activités minimales intégrées/d'intégration (Annexe 12)</p> <p><i>Par exemple, tous les enseignants doivent être formés sur les questions de base en matière de PE et de violence basée sur le genre</i></p> <p><i>Par exemple, les écoles doivent organiser des réunions mensuelles entre les enseignants, les associations de parents d'élèves et le personnel intervenant dans la PE</i></p> <p>4.4 Les deux secteurs veillent à ce que des mécanismes d'orientation intersectorielle fonctionnels soient mis en place, avec des procédures standard d'opération (SOP)</p>	<p>4.5 Les secteurs prévoient ensemble d'améliorer la qualité technique de l'intervention en tirant parti des atouts techniques de chaque secteur en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Sélectionnant/produisant du contenu technique et des formations ■ Assurant les formations des formateurs et d'autres formations ■ Développant des outils de contrôle de qualité ■ Définissant des normes pour les activités <p><i>Par exemple, quelles sont les composantes minimales d'éducation dans un « environnement sûr » ; quelle est la durée de la formation, avec quel manuel ?</i></p> <p>4.6 Les secteurs planifient ensemble le renforcement des capacités des partenaires des deux secteurs (c'est-à-dire les partenaires de l'éducation formés sur l'identification et l'orientation en toute sécurité, le renforcement des capacités institutionnelles, etc.)</p>	<p>4.7 Les secteurs analysent ensemble la composition actuelle du Cluster/groupe de travail et envisagent de faciliter l'adhésion de nouveaux membres pour être efficaces et améliorer la qualité des prestations, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Les partenariats non traditionnels, les acteurs de PE qui mettent en œuvre les projets/activités relatifs à l'ESU, et vice versa. ■ Différents types de membres, <i>Par exemple, les partenaires responsables de la mise en œuvre, le gouvernement, les bailleurs</i> ■ Les membres qui fournissent des services multisectoriels, mais qui appartiennent à un seul secteur ■ Promouvoir l'inclusion des partenaires locaux <p>4.8 Les coordinateurs aident les partenaires à comprendre les accords concernant quel secteur coordonne quelles activités, et facilitent l'engagement des partenaires dans l'autre secteur (si nécessaire, pour certaines activités) afin de se conformer à la planification stratégique commune</p> <p><i>Par exemple, si un partenaire met en œuvre un programme d'Appui Psychosocial (PSS) communautaire (coordonné dans le cadre du programme PE) et un autre programme d'Appui Psychosocial (PSS) en milieu scolaire (coordonné dans le cadre du programme Education), ce partenaire doit assurer la coordination et rendre compte aux deux secteurs</i></p>	<p>4.9 Élaborer ensemble des lignes directrices en matière de rapports pour les activités communes et complémentaires, en précisant comment (où, quand, fréquence) les partenaires responsables de la mise en œuvre doivent faire rapport pour améliorer l'exactitude des rapports et réduire le double comptage (Annexe 13)</p> <p><i>Encourage both sectors to use common location codes in 4Ws, such as EMIS codes, to identify cross-sector activities occurring in same schools</i></p> <p>Assurer un suivi des discussions individuelles avec les partenaires sur les procédures de rapport afin d'éviter la confusion et les fausses déclarations sur les activités communes</p> <p>4.10 Mettre en place des mécanismes pour examiner conjointement les activités intersectorielles, notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Les indicateurs d'agrégation ■ Le marquage intersectoriel ■ Les visites de suivi conjointes <p>4.11 Suivre et évaluer la portée et la qualité des efforts de collaboration et d'intégration en matière de PE-ESU (Annexe 14)</p> <p>4.12 Faciliter la participation des enfants : les secteurs développent un mécanisme de rétroaction et de redevabilité commun adapté aux enfants. Les observations reçues sont examinées conjointement et appliquées aux processus de mise en œuvre et de suivi.</p>

Augmentation du niveau de collaboration	Cohérence Collaboration partielle/sélective	<p>4.2 Les secteurs conviennent que les activités varient en fonction des secteurs et donnent des orientations à ce sujet aux partenaires des deux secteurs (Annex 11)</p> <p>4.3 Les secteurs fixent des critères pour les activités minimales intégrées/d'intégration (Annex 12)</p> <p>4.4 Les deux secteurs assurent la mise en place de mécanismes d'orientation intersectorielle fonctionnels</p>	<p>4.5 Chaque secteur sollicite le soutien technique de l'autre, selon les besoins pour les activités communes et complémentaires pertinentes, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Définissant les normes d'activité ■ Sélectionnant/produisant du contenu technique et des formations ■ Assurant des formations de formateurs et d'autres formations ■ Développant des outils de contrôle de qualité <p>4.6 Les secteurs prévoient ensemble de renforcer les capacités des partenaires en lien avec les deux secteurs</p>	<p>4.7 Les secteurs analysent ensemble la composition actuelle du Cluster / groupe de travail et envisagent de faciliter l'adhésion de nouveaux membres pour être efficaces et améliorer la qualité des prestations, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Les partenariats non traditionnels <i>C'est-à-dire les acteurs de PE qui mettent en œuvre les projets/activités relatifs à l'ESU, et vice versa.</i> ■ Les différents types de membres, <i>Par exemple, les partenaires responsables de la mise en œuvre, le gouvernement, les bailleurs</i> ■ Les membres qui fournissent des services multisectoriels, mais qui appartiennent à un seul secteur ■ Promouvoir l'inclusion des partenaires locaux <p>4.8 Les coordinateurs aident les partenaires à comprendre les accords concernant quel secteur coordonne quelles activités, et facilitent l'engagement des partenaires dans l'autre secteur (si cela est nécessaire pour certaines activités) afin de se conformer à la planification stratégique commune <i>Voir l'exemple ci-dessus</i></p>	<p>4.9 Chaque secteur consulte l'autre et développe des lignes directrices en matière de rapports pour les activités communes et complémentaires, en précisant comment les partenaires responsables de la mise en œuvre doivent faire rapport pour améliorer l'exactitude des rapports et réduire le double comptage (Annexe 13)</p> <p>Assurer un suivi des discussions individuelles avec les partenaires sur les procédures de rapport afin d'éviter la confusion et les fausses déclarations sur les activités communes</p> <p>4.10 Mettre en place des mécanismes pour examiner conjointement les activités intersectorielles, notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Les indicateurs d'agrégation ■ Le marquage intersectoriel ■ Les visites de suivi conjointes <p>4.12 Un secteur adopte le mécanisme de rétroaction et de redevabilité de l'autre. La rétroaction est examinée séparément et les résultats pertinents sont partagés.</p>
	Partage d'information Collaboration de base	<p>4.2 Chaque secteur fournit des lignes directrices à ses partenaires sur la réalisation des activités communes et complémentaires, et les partage avec l'autre secteur (Annexe 11)</p> <p>4.4 Les deux secteurs assurent la mise en place de mécanismes d'orientation intersectorielle fonctionnels</p>	<p>4.5 Chaque secteur partage, dans le cadre des activités complémentaires et communes pertinentes,</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Ses normes d'activités ■ Son contenu technique et ses formations ■ Le développement de ses outils de contrôle de qualité <p>4.6 Chaque secteur sollicite l'appui technique de l'autre pour renforcer les capacités de son partenaire liés à l'autre secteur</p>	<p>4.7 Chaque secteur connaît ses membres qui opèrent de manière intersectorielle</p> <p>4.8 Chaque secteur partage avec l'autre des informations sur les membres chargés de la mise en œuvre des activités communes et complémentaires, mais qui peuvent ne pas être membres de l'autre secteur</p>	<p>4.9 Les secteurs proposent leurs propres lignes directrices en matière de rapports pour les activités communes et complémentaires, en précisant comment les partenaires responsables de la mise en œuvre doivent faire rapport pour améliorer l'exactitude des rapports et réduire le double comptage (Annexe 13)</p> <p>4.10 Mettre en place des mécanismes pour examiner conjointement les activités intersectorielles, notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Les indicateurs d'agrégation ■ Les visites de suivi conjointes <p>4.12 Chaque secteur utilise son propre mécanisme de rétroaction et de redevabilité. La rétroaction est examinée séparément et les résultats pertinents sont partagés avec l'autre secteur.</p>

Collaboration en matière de mise en œuvre du MHPSS en milieu scolaire : Cas du Sud-Soudan.

Les acteurs des secteurs de la PE et de l'éducation ont décidé, lors de la phase de planification stratégique, que l'approche la plus efficace en faveur des enfants à travers l'Appui Psychosocial (PSS) était celle utilisée en milieu scolaire et dispensée par les enseignants. Les secteurs ont ensuite travaillé ensemble et avec leurs partenaires pour définir les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des activités requises :



- Le secteur de la PE assure la conception technique des outils, des formations et des manuels
- Les partenaires du secteur de l'éducation facilitent et organisent la formation des enseignants dans le cadre du programme d'Appui Psychosocial en milieu scolaire. Ils sont en contact avec les partenaires de PE formés pour dispenser les formations aux enseignants (cela peut se faire au sein de la même organisation si les activités liées à la PE et l'éducation sont toutes mises en œuvre sur le même site).
- Le partenaire du secteur de l'éducation est chargé de rendre compte aux 4Ws :
 - # d'enseignants formés en matière de PSS (la responsabilité de rendre compte est clairement indiquée dans le HRP)
- Le sous-cluster PE et le groupe de travail MHPSS ont établi une liste de contrôle pour les écoles que les partenaires du secteur de l'éducation peuvent utiliser pour vérifier les principales composantes de base en matière de PSS et de PE dans les écoles
- Les partenaires du secteur de la PE accompagnent la mise en place de mécanismes d'orientation dans les écoles et contribuent à former les enseignants à l'identification et à l'orientation en toute sécurité

Comment puis-je obtenir du soutien ?

Le Cluster Éducation Global (« GEC ») et le Domaine de Responsabilité pour la Protection de l'Enfance (« DRPE ») sont disposés à vous accompagner – veuillez contacter vos coordinateurs mondiaux ou les services d'assistance du [GEC](#) and [DRPE](#).

De plus amples informations et ressources sur la collaboration PE-ESU sont disponibles sur le [site web du GEC](#) et le [site web du DRPE](#).